JUSTEL - Législation consolidée

<http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/arrete/2018/09/07/2018014184/justel>

Dossier numéro : 2018-09-07/21

Titre

7 SEPTEMBRE 2018. - Arrêté du Gouvernement flamand relatif à l'établissement d'une garantie communautaire dans le cadre du programme DBFM spécifique d'un projet

Situation : Intégration des modifications en vigueur publiées jusqu'au 08-08-2019 inclus.

Source : AUTORITE FLAMANDE

Publication : Moniteur belge du 16-10-2018 page : 78279

Entrée en vigueur : 01-11-2018

Table des matières

Art. 1-12

Texte

Article [1er](#). Dans le présent arrêté, on entend par :

- 1° AGION : " Agentschap voor Infrastructuur in het Onderwijs " (Agence de l'Infrastructure dans l'Enseignement) ;
- 2° date de mise à disposition : date à laquelle le certificat de mise à disposition pour un établissement est délivré en vertu d'une convention DBFM ;
- 3° convention DBFM : la convention, visée à l'article 2, 2° du décret, conclue par un pouvoir organisateur avec une société de projet à l'égard d'un établissement ;
- 4° subvention DBFM : la subvention visée à l'article 3 du décret ;
- 5° décret : le décret du 25 novembre 2016 relatif au financement alternatif de l'infrastructure scolaire par le biais de conventions DBFM spécifiques d'un projet ;
- 6° montant garanti : le montant égal à la perte effectivement subie par la société de projet du fait du non-paiement par le pouvoir organisateur concerné de ses obligations garanties, diminuée des montants que la société de projet peut récupérer le cas échéant auprès du pouvoir organisateur ;
- 7° obligations garanties : les obligations financières d'un pouvoir organisateur au titre d'une convention DBFM à l'égard d'un établissement, y compris les indemnités de cessation et les intérêts de retard, si elles ne sont pas couvertes par une subvention DBFM ;
- 8° pouvoir organisateur : le pouvoir organisateur d'un ou plusieurs établissements qui sont créés dans le cadre du programme DBFM tel que fixé au décret ;
- 9° établissement : un bâtiment que la société de projet conçoit, construit, finance et met à disposition pour une durée de trente ans, ainsi que tout ce qui en fait partie suivant les spécifications d'output et le projet, y compris les terrains, à l'exclusion du sous-sol, indiqués par un numéro cadastral, ainsi que le premier équipement ;
- 10° Ministre: le Ministre flamand chargé de l'enseignement ;
- 11° société de projet : la société visée à l'article 2, 6°, du décret.

[Art. 2](#). La garantie communautaire est octroyée, suivant les modalités prévues par le présent arrêté, à la société DBFM pour le paiement par le pouvoir organisateur de ses obligations garanties. La garantie communautaire s'applique à compter de la date de mise à disposition pendant le délai de mise à disposition de trente ans prévue par la convention DBFM.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les indemnités dues par le pouvoir organisateur pour ses manquements avant la date de mise à disposition sont garanties si le pouvoir organisateur est impliqué dans une procédure de réorganisation judiciaire telle que visée au titre V du livre XX du Code de droit économique.